

ÉDITO

Guerre Afghanistan-Pakistan : un conflit bilatéral avec des enjeux régionaux étroitement imbriqués dans ce dernier

Par Chantal POIRET



Chantal POIRET est Senior Advisor chez NSI Group. Diplomate de carrière, Chantal Poiret a été Ambassadeur de France en Azerbaïdjan, en Norvège et en Lettonie.

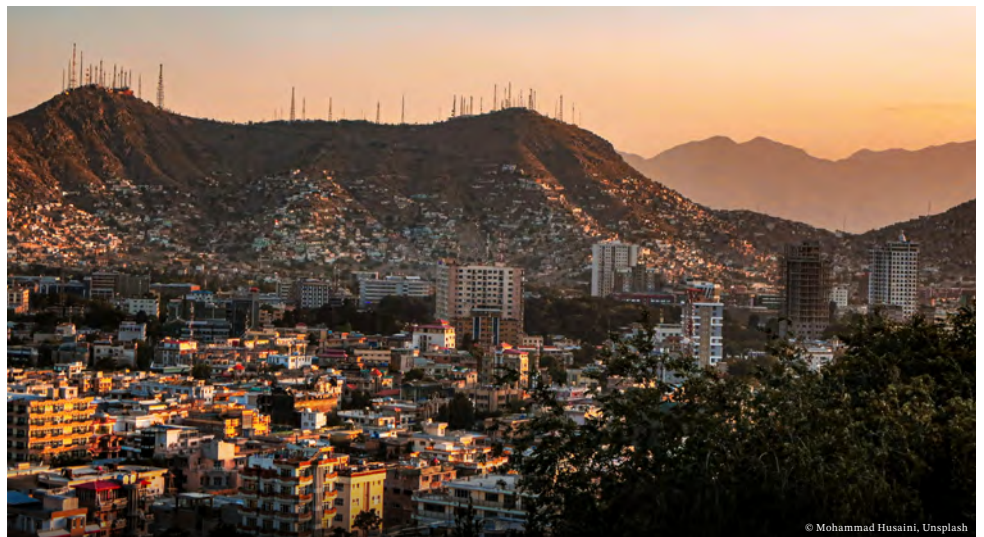
Madame Poiret a par ailleurs fait dix ans de diplomatie multilatérale, dont trois auprès de l'ONU à New York et trois comme Directeur-adjoint des Nations Unies et Organisations internationales.

Dans une précédente édition de notre newsletter, nous avons exploré les causes historiques de l'actuel conflit entre l'Afghanistan et le Pakistan. Celui-ci trouve ses racines dans la démarcation contestée de la Ligne Durand, qui en 1893 a établi une frontière entre l'Empire britannique et l'Emirat d'Afghanistan en séparant les membres de l'ethnie pachtoune de part et d'autre de la frontière, avec deux tiers d'entre eux du côté pakistanais et un tiers du côté afghan.

Le TTP, un groupe armé pachtoune pakistanais islamiste, idéologiquement proche du régime afghan, mène depuis 2005 des attaques contre les autorités pakistanaises et se replie en Afghanistan avec l'accord tacite du régime taliban. Il est composé de certains éléments issus de tribus pachtones révoltées contre le Pakistan. Il est aidé par des organisations terroristes bannies en 2002 du Pakistan et des groupes armés liés à Al Qaeda.

La situation sur place continue de s'aggraver depuis le précédent article. Le 16 mars, le Pakistan a en effet mené des frappes aériennes contre des « cibles terroristes » à Kaboul, faisant plus de 400 morts dans un « centre de traitement pour toxicomanes » selon les autorités afghanes, 147 selon l'ONU. Depuis, le Pakistan et l'Afghanistan se sont accordés sur un cessez-le-feu pour l'Aïd. Ce second article vise à éclairer les aspects sous-régionaux de ce conflit bilatéral.

1. Le triangle Inde-Pakistan-



© Mohammad Husaini, Unsplash

Afghanistan et l'échec de la recherche de sa profondeur stratégique par le Pakistan

Il faut se souvenir qu'Islamabad comptait rechercher en Afghanistan la profondeur stratégique qui lui manque depuis la partition de l'Empire britannique. Le Pakistan a soutenu les Taliban dans l'espoir de s'assurer un régime clientéliste à Kaboul, censé le protéger sur son flanc ouest contre l'influence de l'Inde. Lors de la prise de Kaboul en 2021, les Pakistanais ont célébré ce qu'ils croyaient être l'aboutissement de cette stratégie.

C'est aujourd'hui un échec. Non seulement les Taliban afghans refusent de neutraliser leurs frères d'armes du TTP, mais le vide stratégique créé par la rupture entre Kaboul et Islamabad a offert à New Delhi un retour d'influence en Afghanistan.

L'Inde, qui soutenait historiquement l'Alliance du Nord et le gouvernement républicain pro-oc-

cidental, a opéré un revirement diplomatique d'un pragmatisme redoutable. En octobre 2025, le ministre des Affaires étrangères taliban, Amir Khan Muttaqi, a été reçu à New Delhi. À l'issue de cette visite, le ministre indien des Affaires étrangères, S. Jaishankar, a annoncé la réouverture de l'ambassade indienne à Kaboul, ce qui constitue une reconnaissance de facto du régime. Pour l'Afghanistan, l'Inde est un contrepoids vital face aux pressions pakistanaises et un pourvoyeur d'aide économique. Pour l'Inde, l'Afghanistan l'aide à contrer les groupes militants anti-indiens du Cachemire et à garder un accès vers l'ensemble de l'Asie centrale. Surtout, il empêche le Pakistan d'avoir la profondeur stratégique qui lui manque si New Delhi réussit à s'en faire un allié pérenne.

Ce rapprochement rend Islamabad très méfiant. Les dirigeants pakistanais accusent désormais les Taliban de transformer l'Afghanistan en une « colonie de l'Inde ». Cette perception



d'un encerclement indo-afghan risque de rendre le Pakistan plus agressif. L'Inde et le Pakistan sortent à peine de l'opération Sindoor de mai 2025, une crise militaire de quatre jours déclenchée par les autorités indiennes en réponse à l'attaque sur Pahalgam, dans le Cachemire indien, perpétrée par un groupe islamiste venu du Pakistan.

« Cette perception d'un encerclement indo-afghan risque de rendre le Pakistan plus agressif. »

Ce territoire revendiqué par New Delhi et Islamabad demeure une source permanente de conflit entre eux. Lors de la partition de 1947, le souverain hindou de cette région à forte majorité musulmane avait en effet choisi de rejoindre l'Inde. Ce différend a depuis provoqué quatre guerres et de multiples interventions armées. Encore de nos jours, des groupes militants, accusés par l'Inde d'être soutenus par l'État pakistanais pour forcer le rattachement de la région, franchissent régulièrement la frontière pour mener des attaques. Lors de la récente escalade de mai 2025 évoquée plus haut, les deux puissances nucléaires ont effectué des attaques de drones et des tirs de missiles de croisière et, pour mémoire, un Rafale indien a été abattu.

Pour l'heure, la menace d'un conflit ouvert entre l'Inde et le Pakistan paraît endiguée. Contraint par son conflit avec l'Afghanistan à ses frontières occidentales et par les tensions régionales liées à l'Iran, le Pakistan manque d'appétit pour risquer un affrontement à l'est contre un adversaire mieux équipé. De même, l'Inde ne se risque pas à provoquer son voisin pakistanais car ses préoccupations se focalisent sur sa frontière nord-est avec la Chine.

Si la dimension nucléaire plane toujours sur la région, ces deux puissances non-signataires du Traité de non-prolifération (TNP) que sont l'Inde et le Pakistan ont toutes deux adopté une stricte doc-

trine de non-utilisation en premier ("no first use"), éloignant en théorie le spectre d'une frappe atomique.

2. Le rôle de l'Iran dans la crise humanitaire afghane, les problématiques baloutches

À l'ouest, la République islamique d'Iran observe ce conflit sur sa frontière avec inquiétude, alors qu'elle est elle-même engagée dans une lutte existentielle. Le déclenchement de la guerre entre l'Afghanistan et le Pakistan a coïncidé à deux jours près avec la date des frappes par les États-Unis et Israël sur l'Iran. Notons au passage que cette simultanéité des conflits a siphonné toute la bande passante diplomatique du Moyen-Orient. Des médiateurs habituels comme la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite sont désormais trop absorbés par la crise iranienne pour pousser à un cessez-le-feu entre Kaboul et Islamabad.

Deux problématiques iraniennes sont à examiner au regard du conflit afghano-pakistanaï. Premièrement, l'impact souvent ignoré est humain et démographique du fait du nombre de réfugiés. L'afflux de millions d'expulsés d'Iran vers l'Afghanistan a approfondi la crise humanitaire dans ce pays. Sous le poids conjugué des sanctions, de l'inflation et de l'effort de guerre, l'Iran a radicalement durci sa politique frontalière. Il a lancé une campagne d'expulsion d'une brutalité inouïe. Entre janvier et octobre 2025, plus de 1,6 million d'Afghans ont été expulsés de force selon les chiffres des autorités iraniennes elles-mêmes. Suite à la guerre des 12 jours entre Israël et l'Iran en juin 2025 et au bombardement des sites nucléaires par les États-Unis, les médias d'État ont aussi propagé des accusations sans fondement, qualifiant les migrants afghans de traîtres et d'espions à la solde d'Israël. Des Afghans qui résidaient encore en Iran ont aussi fait le choix de retourner spontanément dans leur pays d'origine pour fuir les bombardements israélo-américains, malgré l'état économique de leur pays. Cela s'ajoute au fait que le Pakistan, évoquant quant à lui des raisons sécuritaires, avait suivi une politique similaire de renvois de réfugiés afghans dont certains vivaient dans le pays depuis l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979.

Par ailleurs, les acteurs non étatiques profitent de la juxtaposition du conflit Pakistan/Afghanistan et de la guerre au Moyen-Orient contre l'Iran. La région transfrontalière du Baloutchistan, qui chevauche le Pakistan, l'Iran et l'Afghanistan est soumise aux exactions de tels acteurs mais les baloutches iraniens et pakistanais ont des objectifs fondamentalement différents entre eux.

Les Baloutches sont un peuple de 15 millions de personnes dont 8 millions vivent au Pakistan, 4 en Iran et 500 000 en Afghanistan. Il y a plusieurs groupes séparatistes parmi eux.

Du côté pakistanais, l'armée est confrontée à une insurrection de plus en plus coordonnée. Sous l'égide de la coalition du BRAS (Baloch Raaji Aajoi Sangar), des groupes tels que l'Armée de Libération du Baloutchistan (BLA) et le Front de libération du Baloutchistan (BLF) exploitent le vide sécuritaire créé sur place par le déplacement de forces pakistanaises parties protéger la frontière pachtoune avec l'Afghanistan. Ce groupe nationaliste séculaire souhaite bâtir un « Grand Baloutchistan » au-delà des frontières actuelles. Il a lancé une série d'attaques ces dernières années qui ont tué des dizaines de civils et de membres des forces de sécurité.

Du côté du Baloutchistan iranien la situation est également volatile mais différente. Même avant la guerre actuelle avec Washington et Tel-Aviv, la région avait connu une activité accrue des groupes armés. Le Front des combattants du peuple (PFF), d'obédience sunnite, a annoncé qu'il cherchait à renverser les autorités actuelles. Son but n'est plus désormais de réclamer l'indépendance du Baloutchistan iranien, mais de se positionner dans l'opposition au régime actuel d'une façon plus grégaire que les simples citoyens engagés dans des manifestations populaires.

Pour ces groupes baloutches des deux côtés de la frontière, la juxtaposition de la guerre afghano-pakistanaï et celle des États-Unis et d'Israël contre l'Iran pourrait être une opportunité: elle désorganise les États centraux, empêche la coopération sécuritaire entre Islamabad et Téhéran, réduit la pression militaire locale, et facilite la contrebande d'armes, facteur supplémentaire de déstabilisation.

3. Le dilemme face auquel est placée la Chine pour sécuriser le Xinjiang et sauver les nouvelles routes de la soie

Pour la Chine, la guerre afghano-pakistanaise présente une menace dans les domaines économique et sécuritaire. D'un coût de 62 milliards de dollars, le Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC) qui relie la Chine au Pakistan et qui est un passage clé des nouvelles routes de la soie, est gravement menacé. Des militants baloutches pakistanais et les Taliban pakistanais du TTP ciblent régulièrement les intérêts chinois, en menant des attaques meurtrières.

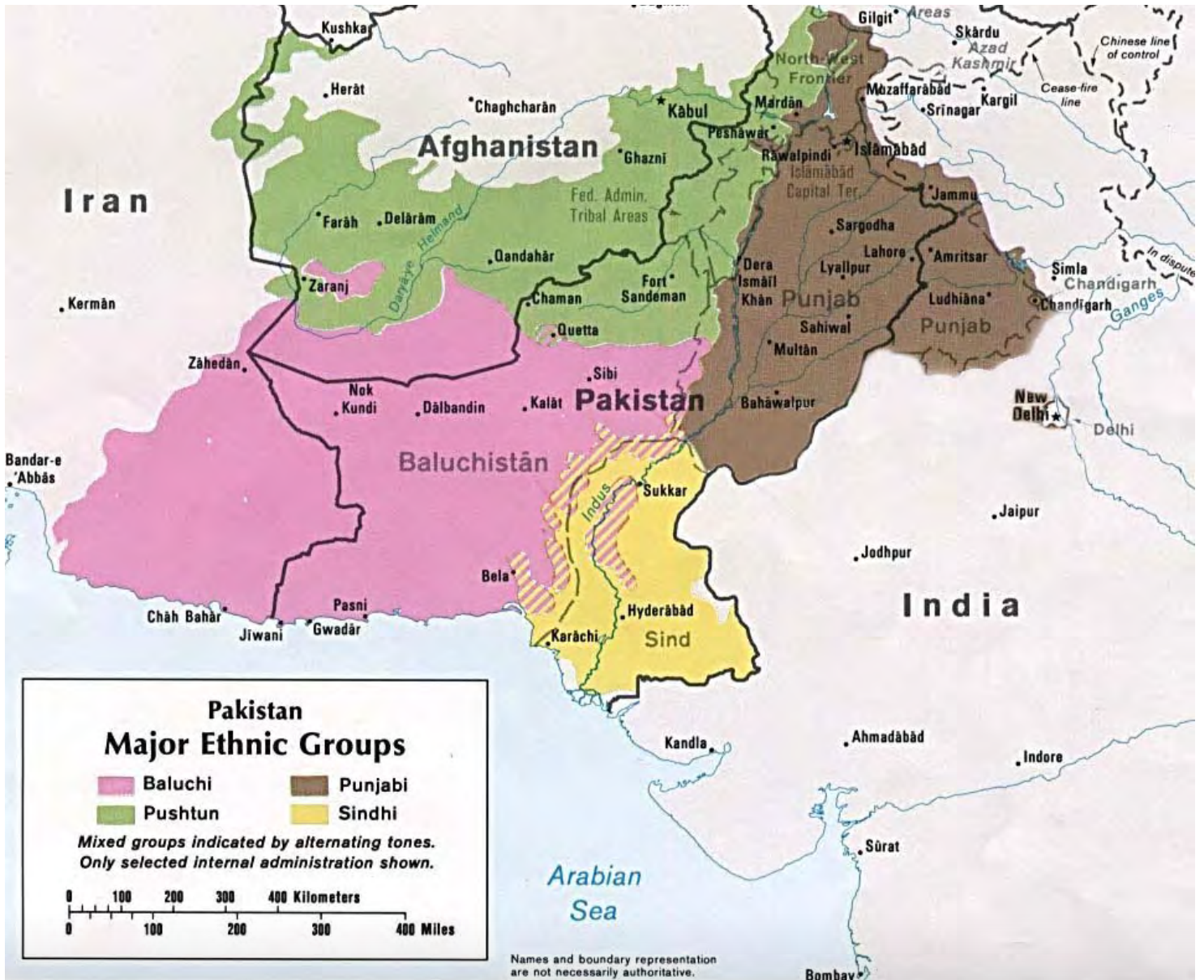
L'armée pakistanaise, concentrée sur son conflit avec l'Afghanistan, doit cependant dédier des moyens importants à la seule protection des ressortissants chinois, transformant les zones de développement économique en véritables camps retranchés. Ceci donne matière aux militants baloutches à pointer du doigt cette situation auprès des populations locales.

L'autre préoccupation de Pékin concerne la sécurité intérieure de sa province occidentale de Xinjiang. Historiquement, la Chine s'est appuyée sur

les garanties fournies par le Pakistan et les Taliban revenus au pouvoir à Kaboul afin de contenir les séparatistes islamistes ouïghours du Mouvement islamique du Turkestan oriental (ETIM) proches d'Al Qaeda. Ceux-ci utilisent en effet la région frontalière entre l'Afghanistan et le Pakistan comme base arrière pour leurs attaques contre les intérêts chinois dans la région. La guerre afghano-pakistanaise fragilise cette architecture de sécurité.

Après les efforts diplomatiques des Turcs et des Qataris dans la relation afghano-pakistanaise, la Chine a aussi essayé d'intervenir entre les deux belligérants. La diplomatie chinoise est mise en difficulté par la détérioration de leurs relations bilatérales. Bien que Pékin ait tenté de jouer les médiateurs, notamment lors de dialogues trilatéraux en mai 2025, ses marges de manœuvre sont limitées. Si elle soutient trop ouvertement son allié pakistanais, elle s'aliénera le régime de Kaboul, perdra une partie de ses garanties sécuritaires contre l'ETIM ouïghour et surtout elle poussera définitivement l'Afghanistan dans l'orbite indienne. Si elle soutient trop ouvertement Kaboul, elle perdra son allié pakistanais qui pourrait se rapprocher des Américains.

Tous les irritants dans la région qui ont été évoqués ci-dessus restent certes à surveiller de près. Bien que le conflit afghano-pakistanaise ait démarré deux jours avant la guerre israélo-américaine contre l'Iran, les liens entre ces deux conflits sont difficiles à éclairer mais la dynamique d'extension du conflit bilatéral ne peut être écartée. Seul point quelque peu rassurant, aussi longtemps que Téhéran trouve son intérêt à éviter une escalade dans le sous-continent indien qui s'ajouterait aux attaques israélo-américaines, cette instabilité régionale semble relativement contrôlée. On ne peut cependant le garantir pour l'avenir ●



REGARD D'EXPERT

Après près de trois semaines de conflit au Moyen-Orient, peut-on espérer une désescalade ?

Par Bertrand BESANCENOT



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il a notamment été nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998,

puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

Le président Trump annonce régulièrement que la victoire est proche, que l'Iran veut négocier et que la fin de la guerre est pour bientôt. En revanche, le Premier ministre israélien affirme qu'il a toujours l'intention de « finir le travail », en Iran comme au Liban (avec le Hezbollah). Et les autorités iraniennes déclarent, de leur côté, qu'elles n'ont plus aucune raison de négocier et qu'elles continueront la guerre tant qu'elles n'obtiendront pas de garanties sérieuses que l'Iran ne sera plus attaqué à l'avenir.

Sur le fond, il est clair pour tous que c'est le président Trump qui proclamera la fin des hostilités lorsqu'il estimera qu'il peut déclarer une victoire des États-Unis, avec en perspective les élections américaines de mi-mandat. Toutefois, le bilan de cette guerre est loin d'être évident à ce stade, et il n'est pas dit que le régime de Téhéran – s'il survit à ce conflit – ne continuera pas à mener des actions visant à perturber l'économie mondiale tant qu'il n'aura pas obtenu ce qu'il souhaite.

À court terme, la perspective d'un arrêt de la guerre semble peu probable :

L'Iran parvient à maintenir à peu de frais le blocage d'Ormuz, sauf pour les navires de pays amis ou neutres (notamment chinois et indiens). L'opération annoncée par Trump d'accompagnement militaire des navires est délicate et n'a, à ce jour, pas été mise en œuvre. Et tous les pays occidentaux, priés par le président américain d'ouvrir par la force le détroit, se sont abstenus de répondre positivement.

Trump et Netanyahu encouragent par ailleurs les pays du Golfe à intervenir contre l'Iran en réponse aux frappes iraniennes qu'ils subissent.

Mais si ces États souhaitent que la coalition élimine autant que possible les capacités de nuisance de l'Iran, ils hésitent à s'impliquer directement car ils sont conscients de leur vulnérabilité si l'Iran s'attaque à leurs installations vitales (usines de dessalement de l'eau de mer, installations pétrolières et gazières, centrales électriques). En outre, ils s'interrogent sur la fiabilité des engagements de Trump et se méfient des ambitions hégémoniques de Netanyahu dans la région. Cela étant, si les Iraniens détruisaient leurs installations vitales, leur position pourrait changer.

Le président Trump envoie actuellement des milliers de Marines dans le Golfe qui devraient être sur zone dans les jours qui viennent. Quel est l'objectif visé ? Contrôler l'île de Kharg pour stopper l'exportation de brut iranien ? Tenter de récupérer les 440 kilos d'uranium enrichi iranien ? Anéantir les défenses côtières iraniennes qui menacent les navires souhaitant circuler dans le détroit d'Ormuz ? On ne le sait pas, mais ces forces ne sont pas destinées à faire de la simple dissuasion.

S'agissant du front libanais, la situation est tout aussi inquiétante. Le Premier ministre israé-

lien entend clairement éliminer définitivement la menace que fait peser le Hezbollah sur la sécurité d'Israël. Ce mouvement pro-iranien, en frappant Israël sur instruction de Téhéran, donne un argument à Netanyahu pour aller jusqu'au bout ; d'autant plus que si les Israéliens sont très dépendants de l'assistance militaire et financière américaine sur le front iranien, cela est moins le cas au Liban. Et il est clair que le président Trump laisse carte blanche à Netanyahu dans ce pays, ce qui signifie que les opérations pourraient s'y poursuivre même après la fin des hostilités dans le Golfe.

« Dans ces conditions, la désescalade ne paraît pas être la perspective la plus probable, ce qui est dramatique pour les populations en Iran et au Liban. »



© Kamran Gholami, Pexels

Dans ces conditions, la désescalade ne paraît pas être la perspective la plus probable, ce qui est dramatique pour les populations en Iran et au Liban.

Ce conflit montre que si la préparation militaire de la coalition américano-israélienne a prouvé son efficacité redoutable, certains aspects ont été apparemment sous-estimés: la résilience du régime iranien, l'espèce de résignation de la population iranienne coincée entre les frappes de la coalition et l'oppression du régime (et déçue par les promesses de Trump), et surtout la capacité des Iraniens à mener une guerre asymétrique en créant le chaos au Moyen-Orient et en perturbant l'économie mondiale.

Aujourd'hui, le président Trump fait face à l'impopularité de cette guerre dans l'opinion américaine, au manque de soutien des pays occidentaux et au risque d'une crise énergétique mondiale qui aurait un impact sur l'économie américaine. Sa stratégie de sortie de crise est tout sauf claire, ce qui est en soi un facteur d'incertitude majeur.

En revanche, la détermination de Netanyahu paraît inébranlable à en juger par son élimination d'Ali Larijani – considéré par les Américains comme un interlocuteur possible au sein du régime iranien – d'autant plus que sa politique est soutenue par l'opinion publique israélienne et qu'il peut ainsi espérer être réélu, évitant d'être inculpé pour corruption dans le cas contraire. Cette perspective est inquiétante pour la population libanaise qui, tout en souhaitant dans sa majorité sortir de la mainmise du Hezbollah sur le pays, voudrait éviter les victimes – déjà nombreuses – et les destructions qu'a connues Gaza.

S'agissant enfin des pays du Golfe, ils voient avec exaspération et désespoir – si le conflit perdure – s'envoler leurs rêves de devenir des paradis de stabilité, de développement et de loisirs qu'entrevoient leurs « Vision 2030 ». Quelle que soit l'issue de la guerre, ils devront rétablir leur attractivité et adapter leurs stratégies de sécurité à la nouvelle donne: préserver une protection américaine mais diversifier leurs partenaires (au profit de la Chine?), renforcer leur politique de pluri-alignement et de partenariat avec certains grands pays du Sud global, redéfinir leurs relations avec l'Iran et avec Israël, accroître leur coopération avec la Turquie et le Pakistan? Sur le plan économique, il faudra certainement revoir leurs priorités et renoncer à certains projets trop ambitieux.

La Russie bénéficie actuellement de la guerre en vendant ses hydrocarbures à meilleur prix en Asie, mais cet effet d'aubaine ne durera pas éternellement.

Quant à la France, elle essaie d'œuvrer à la stabilisation de la région en préconisant la reprise des négociations, notamment au Liban. Il faut espérer qu'elle et l'Europe sauront profiter des interrogations des pays du Golfe sur la nouvelle donne qui s'établira au Moyen-Orient pour y défendre leurs intérêts dans cette zone qui demeurera stratégique ●

REGARD D'EXPERT

Traits d'image des énergies renouvelables électriques : gare aux radicalités de toute nature

Paris, septembre 2025

Par Damien MATHON



Ingénieur de formation et titulaire d'un DEA scientifique, Damien MATHON est actuellement directeur des affaires publiques et de la régulation pour Iberdrola en France. Il est par ailleurs administrateur du Syndicat des énergies renouvelables (SER). Il a été Délégué général du SER, puis directeur de la Fédération du commerce agricole et agroalimentaire (FC2A). Il a également occupé le poste de secrétaire général du groupe Poujoulat. Dans le cadre de ses fonctions passées, Damien Mathon a participé activement aux grands exercices nationaux de prospective énergétique (Grenelle de l'environnement, Débat national sur la transition énergétique) et a siégé au Conseil Supérieur de l'Énergie.

Les « nouvelles » énergies renouvelables électriques pâtissent de deux associations d'image historiques. Elles sont, d'un côté, associées à une écologie radicale anticapitaliste qui promeut des changements substantiels de comportements et plaide pour une décroissance économique. D'un autre côté, elles sont associées à la déconstruction d'un modèle énergétique jacobin, public et rationnalisé. Ces deux associations, très contestables, nourrissent un ressentiment chez beaucoup de courants de pensées politiques français.

Les nouvelles énergies renouvelables électriques (éolien et solaire) traversent un épisode turbulent de remise en cause politique. Le grief principal à leur rencontre est **leur prétendue inutilité dans le contexte électrique actuel**. Pire, leur déploiement et les capacités additionnelles mises en service détruiraient de la valeur sur le marché: les producteurs conventionnels verraient leur électricité écoulee à prix négatifs sans que le consommateur ou le contribuable ne soit réellement gagnant. **Cette crise constitue un risque**

pour ces formes d'énergie, au moins, à court terme (menace de moratoire). La nécessaire électrification des usages, qui justifiait pleinement le recours à des productions électriques décarbonées nouvelles, **tarde à s'enclencher faute de moyens financiers dans le contexte budgétaire français actuel**.

Pourtant pour tout un tas de raisons climatiques, de sécurité d'approvisionnement et de déficit de la balance commerciale, le déploiement des renouvelables électriques est une opportunité et une assurance de long terme pour le système énergétique. Cette note ne vise donc pas à répondre à cette polémique technico-économique¹.

Elle a pour objectif d'analyser deux traits d'image « installés » dans l'imaginaire collectif bien avant la mise en lumière des questions de surcapacités conjoncturelles. Ces traits d'image semblent particulièrement pénalisants pour la nécessaire poursuite du développement de ces formes d'énergies.

Première association d'image : énergies renouvelables et écologie politique radicale

Les éoliennes et les panneaux solaires sont régulièrement associés à l'écologie politique. Historiquement née du mouvement anti-nucléaire, puis à l'avant-garde du combat contre les énergies fossiles, l'écologie politique a naturellement plaidé pour des mix énergétiques composés à 100% d'énergies renouvelables. Mais on peut également noter que la plus forte ambition de sortie conjointe des fossiles et du nucléaire a été portée par LFI, se positionnant comme une force politique plus volonta-



riste sur le sujet qu'EELV elle-même. Pour mémoire, le programme du Nouveau Front Populaire de 2024 fixait un horizon 100% à 2050².

Dans ce contexte on peut craindre que les énergies renouvelables électriques pâtissent de cette association d'image avec certains partis politiques prônant alternativement : la décroissance économique³, l'ascétisme ou la frugalité imposés, une fiscalité très alourdie pour les entreprises, la nationalisation du secteur de l'énergie ou des thématiques d'interdictions diverses et variés (véganisme, circulation automobile dans les centres urbains, ...). On notera d'ailleurs que le « backlash » écologique a trouvé, récemment, un nouveau porte-parole en la personne d'Alexandre JARDIN qui a fait de la PPE 3 un combat au nom « des gueux »⁴ et de leurs factures d'électricité⁵ dans un parallélisme des formes avec un combat initial et fondateur contre les ZFE.

Le paradoxe en matière d'image est particulièrement fort. Alors même que les énergies renouvelables sont **des « objets de production »** et qu'elles constituent **une source de développement économique pour les milieux ruraux, voire un gain de pouvoir d'achat pour des acteurs locaux, l'association d'image avec des partis politiques dont l'électorat est ultra-urbain et souvent « décroissant » créé, sans aucun doute, un préjudice réputationnel pour de nombreux Français ne partageant pas les radicalités évoquées.** Il n'est pas péjoratif de souligner le caractère particulièrement clivant de LFI⁶ et d'une partie d'EELV⁷ vis-à-vis d'une majorité de Français en particulier dans le monde rural.

Par ailleurs, le discours « *apatritique* » voire « *no border* » du courant radical de gauche laisse un espace grand ouvert à la critique du Rassemblement National et de la droite conservatrice à destination des énergies renouvelables associées à ce courant et jugées trop importées (made in Germany puis made in China) et donc non souverain, ni patriote.

Le paradoxe est tel que le parti de Marine Le Pen chante, en matière d'écologie, du « **loca-**

lisme » en arrive à repousser des solutions de productions locales au profit de combustibles fossiles, pour le coup, totalement importés ... Car s'il est légitime de se soucier de la provenance des matériels ou équipements, **il est surprenant d'oublier que le flux d'énergie est par définition local lorsque l'on parle de renouvelables.**

Au moment du moratoire proposé et voté à l'Assemblée Nationale dans le cadre de la proposition de loi dite « Grémillet », les réactions de la FNSEA⁸ et de la FFB ont concouru de façon décisive au rejet du texte et au revirement du parlementaire porteur même de cette idée. L'élargissement de l'association d'image des renouvelables au monde patronal, agricole ou rural a sans aucun doute constitué une opportunité de sortie de crise.

Il semble donc dangereux de pâtir de l'association d'image avec la radicalité politique. Par ailleurs, on peut légitimement se demander si la frange la plus extrême de l'écologie politique (insoumis compris) constitue un allié réellement fiable pour les énergies renouvelables à l'échelle industrielle et portée par le secteur privé. Les énergies renouvelables semblent souvent être d'autant plus soutenues par ce courant de pensée qu'elles sont minimalistes, réduites à des projets de faible puissance et portées par des collectifs dits « citoyens ».

Deuxième association d'image : énergies renouvelables et « ultralibéralisme économique »

À côté d'une association d'image avec un courant politique de gauche radicale, il faut noter que les énergies renouvelables électriques portent, dans l'imaginaire collectif, les traits du libéralisme économique dans le stratégique secteur de l'énergie, **à rebours d'une pensée française jacobine et étatisée à l'excès sur le sujet.**

Du Parti communiste au Rassemblement National, en passant par le courant gaullo-bonapartiste (LR héritiers du RPR) et la 1^{ère} gauche (chevemen-

to-mitterandienne), **l'énergie est très clairement installée dans l'imaginaire français comme un bien commun nationalisé et a fortiori régulé.** L'énergie nucléaire en tant qu'objet technologique complexe correspond parfaitement à cet imaginaire. Imprimitable (car difficilement assurable) et liée intimement à un secteur régalien (la défense), **l'énergie nucléaire est aux antipodes du libéralisme économique a priori.** Dans un pays où il est coutume de dire, à droite comme à gauche, que « *l'État a fait la nation* », cela a son importance.

Cette vision jacobine et étatisée de l'énergie constitue selon ses promoteurs la garantie d'une grande maîtrise des coûts de production dans la mesure où les choix technologiques seraient dès lors « rationalisés et massifiés », les infrastructures de réseaux « mutualisés et optimisés » et que la garantie de l'État permettrait un accès à des coûts de financement compétitifs.

Hormis le courant écologiste, pour des raisons anti-nucléaires et décentralisatrices ET une partie du centre (disons de la deuxième gauche rocardienne à la droite orléaniste⁹), peu de courants politiques assument une certaine libéralisation et décentralisation du secteur fussent-elles sévèrement encadrées et abondamment régulées.

Les énergies renouvelables électriques réunissent dès lors des caractéristiques technico-économiques incompatibles avec un imaginaire jacobin et antilibéral aussi puissant.

Elles sont, en effet, développées et exploitées par des entreprises privées pas uniquement Françaises¹⁰, elles sont très souvent réparties et constituent une opportunité pour des consommateurs individuels (particuliers ou entreprises) de manager leur propre alimentation **mettant en péril, selon les contempteurs de ces technologies, par exemple, la péréquation tarifaire ou l'équilibre financier des réseaux dans une dérive jugée individualiste**¹¹.

Que l'origine du déploiement des énergies renouvelables électriques française corresponde, par ailleurs, à la transposition de la directive européenne

de 1996 par la loi du 10 février 2000 **créé une association d'image très forte entre libéralisation du secteur de l'électricité et énergies renouvelables.** Pour mémoire, cette loi a prévu la mise en place d'une programmation pluriannuelle des investissements (ancêtre de la PPE), la séparation des activités de production et d'acheminement ou la création de la CRE.

Il n'est donc pas étonnant de voir une hostilité forte de certaines organisations syndicales de salariés à l'égard des énergies renouvelables synonymes de libéralisation du secteur de l'électricité et d'abandon progressif du protecteur statut des IEG¹².

Sortir du piège des assignations idéologiques

Les énergies renouvelables n'ont vocation à n'être ni de droite, ni de gauche. Malgré des positions hostiles de la part des principaux partis de droite, **les électeurs LR se déclarent à 74% favorables au doublement du parc éolien et solaire d'ici à 2030¹³.**

Les énergies renouvelables sont des centrales de production qui s'inscrivent pleinement dans l'économie nationale. Leur caractéristique première est l'absence totale d'émissions de gaz à effet de serre durant leur exploitation, comprise entre vingt et

trente ans. Elles garantissent par ailleurs un haut niveau de sécurité d'approvisionnement puisque ne dépendant d'aucun « carburant importé ».

Il est important de rappeler qu'elles n'ont aucune vocation à être rattachées à des concepts politiques radicaux tels que : la décroissance, l'anticapitalisme, l'interdiction environnementale & l'écologie dite « punitive » ou à des images d'Épinal du champ lexical de l'ultralibéralisme : l'ubérisation énergétique, la désoptimisation du système électrique, la perte de souveraineté, la fracture énergétique, l'anarchie énergétique et la non-maîtrise des coûts qui en découlent...

Le risque majeur est d'installer durablement les énergies renouvelables, malgré elles, dans un carcan ou une équation paradoxale et mortifère :

- Les énergies renouvelables seraient à la fois un symbole de la restriction de la consommation ou d'une frugalité pensée par une élite urbaine jugée déconnectée,
- Mais également le symbole de l'ubérisation d'un secteur économique vital dont l'accessibilité à moindre coût est décisive pour les agents économiques (personnes morales ou physiques) ●

Sources :

¹ Face aux polémiques sur le sujet, il conviendrait également de rappeler leur rôle décisif pendant la crise énergétique de 2021/22 ou les promesses à venir des flexibilités de l'offre et de la demande.

² Mais depuis, le Parti socialiste s'est désolidarisé du programme NFP 2024 et plaide désormais, à l'instar de Renaissance, pour un mix électrique équilibré entre nucléaire et énergies renouvelables.

³ Alors que la seule décroissance réellement souhaitée est celle de la consommation d'énergies fossiles

⁴ Les #Gueux - Association les #Gueux, le bon sens en action! lesgueux.fr

⁵ Sans qu'aucun lien de causes à effets n'aient été établis (voir le fact checking de la CRE sur le sujet)

⁶ Enquête électorale française : la France Insoumise s'abîme, le Rassemblement National résiste | Ipsos

⁷ Ce second parti n'est pas homogène en terme de radicalité. Des personnalités comme Yannick JADOT sont sans doute plus proches de la social-démocratie que de l'ultra-gauche tandis que Sandrine ROUSSEAU a récemment déclaré « j'en ai rien à péter de la rentabilité des agriculteurs »

⁸ On notera d'ailleurs que la gauche radicale (Aurélien TROUVE par exemple) s'oppose assez clairement à l'agrivoltaïsme que soutiennent les organisations syndicales agricoles FNSEA et Coordination rurale. La confédération paysanne d'obédience de gauche radicale étant également opposée à l'agriPV.

⁹ Souvent minoritaires dans leurs structures partisans respectives

¹⁰ Mais il est toujours étonnant de regretter l'ouverture de propre son marché domestique tout en se réjouissant de disposer d'entreprises à même d'opérer sur des marchés extérieurs

¹¹ On notera à cet égard une différence d'appréciation notable entre filières renouvelables

¹² On notera tout de même que la CFDT, syndicat proche de la deuxième gauche, est favorable au développement des énergies renouvelables électriques

¹³ Sondage Kantar/Vérian de novembre 2024



© Andreas Gückhorn, Unsplash

REGARD D'EXPERTE

Entreprises familiales : communiquer sans perdre son ADN

Par Sabrina RUSSO



Diplômée d'une Maîtrise (Master 1) Information-Communication, parcours Documentation, et d'une Licence Professionnelle Activités et Techniques de Communication, Sabrina évolue depuis

plus de 15 ans dans le domaine des relations médias. Au fil des années, elle a travaillé pour diverses entreprises, organisations et institutions, apportant son savoir-faire pour promouvoir leurs messages auprès des médias. Passionnée par le pouvoir de la communication pour informer et convaincre, elle dispose d'une expertise multisectorielle: marketing, médias, communication, finance, santé, industrie, enseignement supérieur, tourisme, RH, associations...

travail parlait de lui-même: la qualité d'un produit, la fidélité des clients, la réputation locale et le rayonnement suffisaient à asseoir la légitimité et la pérennité de l'entreprise. La visibilité venait naturellement, avec le temps. Ce modèle a longtemps fonctionné. Mais le paysage autour des entreprises a profondément changé. Les débats économiques se déroulent désormais sous les yeux de tous. Les réseaux sociaux accélèrent la circulation des informations, des commentaires et parfois des critiques. Les entreprises ne sont plus seulement jugées sur leurs résultats ou leurs produits. Elles sont aussi observées pour ce qu'elles représentent, pour leurs valeurs, pour leurs choix.

elles investissent dans la durée, entretiennent des liens étroits avec leur environnement local et construisent des relations solides avec leurs équipes.

Communiquer ne signifie donc pas adopter les codes d'une communication spectaculaire ni multiplier les prises de parole. L'enjeu est plus simple: expliquer ce qui fait la singularité de l'entreprise. Son histoire, son ancrage territorial, la manière dont elle envisage l'avenir. Dans beaucoup d'entreprises familiales, ces éléments existent déjà. On les retrouve dans les décisions, dans la culture interne, dans la relation avec les salariés. Mais ils restent souvent implicites. On les connaît en interne, on les comprend entre partenaires, sans forcément les formuler. La communication sert alors à une chose très simple: mettre des mots sur ce qui est déjà là. Car aujourd'hui, la visibilité ne relève plus seulement de la notoriété. Elle relève aussi de la compréhension. Et pour les entreprises familiales, communiquer ne signifie pas changer de nature. Il s'agit simplement d'apprendre à raconter ce qu'elles sont déjà et ce qui, depuis longtemps, fait leur force ●

Dans ce contexte, le silence ne protège plus toujours.

Lorsqu'une entreprise ne prend pas la parole, cela ne signifie pas que personne ne parle d'elle. Le récit circule malgré tout. Il se construit ailleurs: dans les médias, dans les discussions en ligne, parfois chez les concurrents ou chez les clients. Autrement dit, l'absence de communication ne supprime pas le récit. Elle en laisse simplement le contrôle à d'autres. Pour les entreprises familiales, l'exercice est délicat. Leur identité repose souvent sur des valeurs assez éloignées des codes actuels de la communication: la prudence, la continuité, l'attachement à un territoire, une vision inscrite dans le temps long. Là où certaines organisations recherchent l'exposition rapide, elles privilégient la stabilité. Et c'est précisément ce qui fait leur singularité. Dans une période marquée par l'incertitude économique et par une défiance croissante envers les grandes institutions, ces caractéristiques peuvent même devenir un atout. Les entreprises familiales incarnent souvent une forme de constance:

Les entreprises familiales occupent une place à part dans l'économie française. Derrière une usine, une PME industrielle ou une marque installée depuis longtemps, il y a souvent une histoire qui dépasse l'entreprise elle-même: celle d'une famille, d'un territoire, parfois de plusieurs générations. Leur poids est considérable. Les entreprises familiales représentent 71% des entreprises en France, dont 68% des PME, 73% des ETI et 60% des grands groupes. Elles comptent pour 65% de la valeur ajoutée et 69% des emplois, selon la chaire Dauphine «Entreprises familiales et investissement de long terme». Une grande partie de l'économie française repose donc sur ces structures qui s'inscrivent dans la durée.

Et pourtant, elles restent souvent discrètes.

Cette discrétion n'est pas un hasard. Elle correspond à une manière de concevoir l'entreprise et son rôle. Pendant longtemps, dans de nombreuses structures familiales, la communication n'était pas un sujet central. On considérait que le



© Dylan Gillis, Unsplash

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème: des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslriverington.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.